

Est-ce vraiment le communisme qui, au fond, nous menace et menace notre sécurité? Ne s'en sert-on pas en réalité pour nous faire voir rouge—sans calembour—et de nous détourner ainsi des choses essentielles, des choses fondamentalement dangereuses qui, en effet, menacent notre sécurité, de ces six démons auxquels, tous, nous avons dû faire face, de temps à autre, dans la vie publique: la faim et la maladie, la crainte et le désespoir, l'oppression et la corruption?

Quand avons-nous su reconnaître que ce sont là les véritables menaces à notre sécurité nationale? Si nous cherchons à nous abuser au point de croire que ces menaces particulières à notre sécurité se sont un peu atténuées, n'ont plus d'importance, nous nous illusionnons, car la lecture de nos journaux quotidiens nous apprend que l'ennemi est devenu plus puissant. Non seulement la menace est réelle, mais elle s'accroît, et elle pèse sur chaque député dans cette Chambre, sur chaque foyer dans le pays que nous représentons.

Comment pouvons-nous prétendre, comme nous le faisons souvent, que nous nous préoccupons de préserver notre sécurité nationale, si nous ne nous soucions pas de ces menaces générales? Au début de mon discours, en signalant les trois principaux domaines où il fallait assurer notre sécurité nationale, j'ai dit que le premier comportait le maintien de la sécurité dans notre pays. Comment avons-nous maintenu l'harmonie et la paix parmi nous au cours des ans? Non pas au moyen de forces armées et de munitions, mais en nous intéressant à nos concitoyens. Un homme en vue a affirmé qu'à notre époque, la paix devait être synonyme d'évolution. Nous l'avons toujours su. Nous n'étions pas suffisamment disposés à le reconnaître et si nous l'oublions à notre époque, en 1969 et dans les années 70, ce sera à nos dépens.

M. Alastair Gillespie (Etobicoke): Monsieur l'Orateur, je tiens à bien préciser tout de suite que j'appuie cette motion, que j'interprète la «réduction selon un plan établi et par étapes» comme une simple réduction et un réaménagement, et non comme un retrait effectif de nos forces du théâtre européen en ce moment, comme certains vis-à-vis l'ont supposé, que nous resterons en Europe après la fin de 1969 mais avec des effectifs plus réduits et sur une base différente, qui fera l'objet de discussions avec nos alliés.

J'aimerais souligner trois points. Premièrement, que les conditions changent et que nous devons nous adapter au changement, voire l'anticiper. Qui plus est, nous devrions essayer de procéder aux changements que nous estimons nécessaires; nous ne devrions pas réagir passivement, mais anticiper activement.

[M. MacDonald.]

Le deuxième, c'est que l'OTAN n'est pas qu'une Alliance militaire. C'est une Alliance politique avec des buts politiques. De même, la participation du Canada à l'OTAN n'est pas uniquement une participation militaire. La qualité de membre de l'OTAN confère au pays certains avantages politiques comme la qualité de membre résident du club confère deux fois plus d'avantages qu'au membre non résident.

Troisièmement, la décision de réexaminer notre rôle nucléaire en Europe arrive à point et j'espère qu'elle nous conduira à rejeter de notre arsenal les armes nucléaires, après en avoir discuté avec nos alliés.

Je crains certaines choses mentionnées par l'orateur qui m'a précédé. Par-dessus tout, je crains les erreurs de calcul ou les accidents. Je crains les malentendus, et ceux-ci s'accumuleront si les membres de l'Alliance des pays occidentaux ne déclarent pas clairement leurs intentions.

En parlant sur ces trois points, il est important de reconnaître, je pense, le cadre de la politique étrangère dans lequel nous devons agir. D'abord, la politique de défense doit être servante et non maîtresse. Ce débat aurait dû être tenu avant aujourd'hui. Il aurait fallu le tenir en même temps que celui sur l'unification des services armés ou même avant. Il a trop tardé.

Deuxièmement, nous devons considérer les objectifs de notre politique étrangère dans leur ensemble et non comme des éléments distincts. On a trop souvent tendance à voir la politique extérieure en fonction des objectifs militaires, indépendamment de la culture, de la politique ou du commerce. D'après moi, nous devrions évaluer nos entreprises extérieures en fonction de chacun des points suivants. Comment, par exemple, l'OTAN répond-elle à nos objectifs politiques? Comment répond-elle à nos visées en matière de culture, d'identité nationale, de commerce? A mon avis, elle répond de manière satisfaisante à tous.

En politique étrangère, nous jouons surtout un rôle de sécurité au sein de l'OTAN. Nous croyons à la sécurité collective et au maintien d'un ordre mondial stable, mais la sécurité est importante non seulement dans le domaine militaire, mais en fonction de la survivance, de la force économique, de la compréhension politique, de l'harmonisation des ambitions et des intérêts nationaux.

Les pays de l'Alliance poursuivent des fins commerciales et cherchent leur identité nationale, et nous ne différons pas d'eux. De même, les intérêts commerciaux que nous possédons en Europe sont importants pour la santé de notre économie qui, à son tour, détermine notre aptitude à jouer un rôle dans